

SAMIR AMIN

LE FORUM MONDIAL DES ALTERNATIVES

1. NAISSANCE DU FMA

Créé au Caire en mars 1997, le Forum Mondial des Alternatives est un réseau international qui rassemble une cinquantaine de centres de recherche et de débats visant à appuyer le processus émergent de convergence internationale des mouvements sociaux, en mettant à leur disposition des outils d'analyse sur la mondialisation des résistances.

A son initiative en partenariat avec le Centre continental (Louvain la Neuve), Attac et le Monde diplomatique, un « Anti Davos à Davos » a été organisé en janvier 1999 dont les objectifs avaient été exprimés dans le Manifeste du FMA. Des organisations emblématiques des luttes contre le capitalisme néolibéral avaient été invitées à exprimer, face aux milliardaires de Davos, le point de vue de leurs victimes.

Au cours des années suivantes le mouvement altermondialiste s'est déployé à travers les sessions annuelles du Forum Social Mondial et de nombreux forums analogues continentaux et nationaux. Le FMA et le Cetri, partenaires actifs dans ce mouvement, ont publié une série d'ouvrages retraçant ce déploiement : *l'Autre Davos* (1999), *Mondialisation des Résistances* (2002), *l'Etat des luttes* (2004), *l'Etat des résistances dans le monde* (Manière de voir n°84, le Monde diplomatique, décembre 2005). Nous donnons ici l'information concernant le mode d'insertion du FMA dans le vaste mouvement altermondialiste et ses objectifs stratégiques (construire la convergence dans la diversité, construire un monde multipolaire).

2. LE FMA DANS LE FSM

Le « mouvement » a déjà remporté une victoire « morale ». « Le monde n'est pas à vendre », « Un autre monde est possible » ne sont pas des slogans creux, mais des mots d'ordre de bataille justes qui ont déjà conquis la sympathie de l'opinion populaire à travers le monde entier.

Le « mouvement » en question est multiple ce qui fait précisément sa force, même si elle rend plus difficile la convergence autour d'objectifs stratégiques prioritaires. Gagner des batailles importantes sur des points précis, aux plans nationaux, régionaux et mondiaux, constitue le seul moyen de réaliser des avancées irréversibles dans le combat pour « un autre monde ». Cela implique des débats systématiques approfondis, le choix des objectifs en question et l'organisation de campagnes d'actions adéquates. La seule addition des revendications des victimes du système – qui sont parfaitement légitimes – ne constitue ni une alternative, qui exige cohérence politique, ni même une stratégie permettant d'avancer.

La multiplicité est d'abord celle des objectifs et, derrière eux, des intérêts sociaux (« de classes »). Le « mouvement » mobilise désormais des segments importants des classes moyennes éduquées – surtout dans les pays du centre du système. Leurs organisations sont toujours centrées sur un objectif singulier (la promotion des femmes, le respect de l'environnement, la défense des « minorités » culturelles et autres opprimés, le progrès des droits etc.). Ces organisations peuvent être conçues dans la durée ou être construites pour une bataille particulière déterminée. Elles sont souvent « interclassistes » par principe. Il faut se féliciter de cette transformation positive dans l'intervention de couches sociales qui souvent se contentaient jusqu'ici d'utiliser leur droit de vote et les moyens de la démocratie représentative (lobbies, interventions auprès des partis politiques et des élus). La défense de

« l'individu » (et des libertés d'initiatives individuelles) et la forte dimension morale caractéristiques de beaucoup de ces mouvements n'est pas une « déviation petite bourgeoise » comme une certaine tradition du mouvement ouvrier les considérait souvent, mais un progrès de la pratique politique, au bénéfice à plus long terme de toutes les classes dominées.

Il reste que ces mouvements « nouveaux » n'ont pas fait disparaître ceux des classes populaires en lutte pour leurs intérêts dits « matériels ». Les luttes ouvrières pour l'emploi, les salaires, la sécurité dans le travail, les luttes paysannes pour des prix rémunérateurs, l'accès au sol et aux moyens de la cultiver correctement, pour des réformes agraires quand cela est nécessaire, continueront à constituer l'axe central des combats susceptibles de modifier les rapports de force sociaux. Syndicats et organisations paysannes constituent de ce fait des organisations essentielles du mouvement. Cela n'est pas toujours accepté, car dans les forums de rencontre des mouvements le devant de la scène est souvent occupé par les classes moyennes. Sans doute les organisations « classiques » à travers lesquelles s'expriment et agissent les classes dominées sont-elles loin d'être adaptées aux défis nouveaux. Les transformations dans l'organisation du travail et de la gestion de la vie économique produites par l'évolution du capitalisme imposent celles des formes d'organisations et de luttes des mouvements ouvriers et paysans qui constituent, entre autre, le programme de travail du Forum Mondial des Alternatives . Mais ces exigences ne justifient pas le mépris dans lequel beaucoup des autres mouvements tiennent les syndicats et les organisations paysannes dits « traditionnels ».

Le « mouvement social » ne mobilise pas exclusivement des forces « progressistes ». Il y a des mouvements parfaitement réactionnaires, puissants. Aux Etats-Unis les « associations patriotiques » et les « sectes » sont celles qui comptent, par millions, le plus d'adhérents. En Europe l'offensive obscurantiste des mouvements communautaristes et para religieux se déploie avec succès. Dans certaines régions de la périphérie les mouvements fondamentalistes, para religieux ou ethnicistes, occupent le devant de la scène.

Les mouvements se heurtent à des difficultés considérables pour transgresser les frontières de l'Etat. Ne s'en étonneront que ceux qui croient – naïvement – au « village mondial » ou aux « multitudes » indéfinies.

Pour surmonter ces obstacles le FMA propose l'organisation de grandes campagnes mondiales autour d'objectifs stratégiques prioritaires. Entre autre : (i) une campagne contre les guerres américaines (dites de prévention), et, au-delà, pour l'évacuation de toutes les bases (« US go home ») ; (ii) une campagne pour le droit d'accès au sol dont la reconnaissance est vitale pour trois milliards de paysans des trois continents ! ; (iii) une campagne pour l'organisation régulée des délocalisations industrielles ; (iv) une campagne pour l'abolition des dettes extérieures du tiers monde. D'autres propositions sont bienvenues. Aucune de ces campagnes n'engagera « tout le monde », leurs centres de gravité seront divers de l'une à l'autre, mais toutes devraient trouver un écho fort non seulement dans les pays les plus directement concernés mais également dans les autres permettant ainsi de faire avancer concrètement les expressions d'un nouvel internationalisme des peuples.

La menace principale qui pèse sur le « mouvement » est le risque de croire naïvement qu'on peut « transformer le monde sans chercher à conquérir le pouvoir ». Il reste vrai que des mouvements sociaux puissants sont parvenus dans certains moments de l'histoire à « changer la société ». 1968 en est sur ce plan l'exemple majeur récent. 1968 a changé beaucoup de choses (en Occident), et d'une manière positive : l'essor de la revendication féministe,

l'approfondissement de la responsabilité démocratique individuelle, entre autres sont à porter à son actif. Mais le capitalisme a montré qu'il était capable d'absorber ces évolutions sans que soient remis en question ses modes fondamentaux d'exploitation et d'oppression. Aujourd'hui certains écrits se proposent de donner une légitimité d'apparence « scientifique » à cet appel à ne finalement rien faire, car tout se ferait par lui-même, « naturellement ».

En contre point le débat sur les exigences de la progression du mouvement social appelé à devenir la force politique du changement des rapports de force sociaux et, par ce moyen, des systèmes de pouvoir, reste centrale. Que cela implique l'invention d'une « autre façon de faire de la politique » ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais la proposition ainsi formulée est trop vague pour être autre chose que creuse.

3.CONSTRUIRE LA CONVERGENCE DANS LA DIVERSITE

Construire la convergence de l'ensemble des mouvements et des forces sociales et politiques à travers lesquelles s'expriment les victimes du capitalisme néo-libéral mondialisé exige certainement le respect de leur diversité dans au moins cinq dimensions :

(i)le degré de radicalité dans la critique du capitalisme. Proches des inconditionnels du néo-libéralisme ceux qui, ayant admis ses exigences essentielles, proposent des réformes « cosmétiques » destinées à sauver le capitalisme des excès du néo-libéralisme (selon la formule de Georges Soros). Le discours de la Banque mondiale et les programmes qui se proposent de « réduire la pauvreté » (sans remettre en cause le système néo-libéral qui la génère) participent de cette stratégie dont l'objectif réel est d'affaiblir les mouvements populaires, non de les renforcer. Il y a les réformistes modérés qui se situent dans la conjoncture actuelle sur des positions de défense de droits menacés (droits du travail, sécurité sociale, éducation et santé etc.) et les réformistes radicaux dont les propositions s'ouvrent sur des logiques sociales situées au-delà du capitalisme, se rapprochant des positions de ceux qui se définissent par la perspective de leur projet sociétair socialiste.

(ii)le degré de radicalité dans la critique de la mondialisation capitaliste. Pour certains la mondialisation est « sans alternative » mais encore potentiellement positive : elle offrirait des « chances » qu'il s'agit de saisir. D'autres insistent sur la dimension impérialiste de la mondialisation capitaliste réellement existante et singulièrement de sa forme néo-libérale comme de la réalité de l'hégémonisme des Etats Unis.

(iii)le degré de radicalité des concepts de démocratie qu'on se propose de respecter. Les prises de position ouvertement anti-démocratiques existent dans le Sud et l'ex Est, dans les nouvelles classes et pouvoirs comprador s'inscrivant dans le projet néo-impérialiste et néo-libéral, aux Etats Unis (la droite dite chrétienne et fondamentaliste rassemble près de la moitié de l'électorat républicain) et dans l'Europe de tradition démocratique (les néo-populismes à la Haider, Berlusconi et autres en sont le témoignage). Au centre on trouvera le gros des troupes qui se satisfont des pratiques de la démocratie minimaliste, allant des bouffonneries électorales (aux Etats Unis et à travers le tiers monde) à la « démocratie de basse intensité » fondée sur un prétendu consensus dépolitisé (le vote – qu'il soit en faveur des droites ou des gauches parlementaires – est alors vidé de toute signification puisque les gouvernements qui sont issus des élections acceptent l'impuissance dans laquelle les enferme la fatalité des « règles du marché »). La gauche se définit par le combat qu'elle entend mener pour donner à la démocratie le sens émancipateur qui doit être le sien, embrassant d'emblée toutes les dimensions du défi dans la perspective affirmant les droits de l'être humain et du citoyen, les

droits sociaux individuels et collectifs, les droits à la maîtrise du système économique. En se radicalisant ces revendications rejoignent celles des projets sociétaires se situant « au-delà du capitalisme ».

(iv) le degré de radicalité des positions prises dans le domaine des relations hommes/femmes . Il existe des idéologies anti-féministes affirmées (se réclamant généralement des fondamentalismes religieux aux Etats Unis, dans les mondes islamique, hindouiste, confucéen etc.) comme des comportements de facto machistes. Certains courants politiques sont disposés à admettre les revendications féministes à condition qu'elles ne remettent pas en question l'ordre capitaliste fondamental. Le féminisme radical se positionne, comme la démocratie radicale, dans une logique émancipatrice qui s'ouvre nécessairement sur des perspectives se situant « au-delà du capitalisme ».

(v) le degré de radicalité dans la critique écologiste du système global dominant. On ne peut ignorer la position prise par l'establishment des Etats Unis sacrifiant l'avenir de la planète aux profits immédiats des transnationales et au « maintien du mode de vie » - gaspilleur-américain. Les écologistes naïfs refusent de prendre la mesure de cette dimension destructrice du capitalisme, indissociable de l'horizon à court terme du calcul financier qui définit la « rationalité » toute relative de ce mode de production. Les écologistes conséquents rejoignent les socialistes par leur critique sans concession de la rationalité capitaliste.

Dans cet espace défini par ces cinq dimensions du défi certaines régions sont pratiquement vides parce que la combinaison des critères pris en considération est trop contradictoire pour en permettre la coexistence ; d'autres sont au contraire les lieux de concentration des forces de droite dominantes ; tandis que beaucoup des mouvements sociaux et politiques qui constituent le potentiel de l'alternative de gauche, sont disséminés dans l'espace considéré.

Etre rallié aux thèses néo-libérales et à la vision de la globalisation dominante associée c'est aujourd'hui être de droite, quand bien même revêterait-on une casquette électorale de gauche (cas fréquent en Europe) ou tiendrait-on un discours (mais seulement un discours) à prétentions nationalistes anti-impérialistes (situation possible dans le Sud). La droite hégémonique est au mieux modérément réformatrice, fondée sur le « consensus » démocratique au sens que le terme a acquis dans le langage courant. Cette droite, majoritaire en Europe dans tout l'éventail des partis politiques, est débordée sur sa propre droite, en particulier aux Etats Unis, par des mouvements idéologiques et sociaux non démocratiques, violemment anti-féministes et racistes ; l'establishment républicain a intégré ce « front dit moral » dans l'alliance au pouvoir. Dans les périphéries du Sud et de l'ex Est la droite comprador qui assume l'essentiel des pouvoirs en place trouve sa base sociale dans les milieux « affairistes » promus par la mondialisation néo-libérale. Ce terme « d'affairistes » - couramment employé dans le tiers monde et les pays ex soviétiques – traduisent bien la nature, et finalement la fragilité, de cette « bourgeoisie » fort peu démocratique, artificielle et peu entreprenante.

La gauche à construire est radicalement anti-néo-libérale, au moins anti-hégémoniste sinon anti-impérialiste, démocratique avancée. Mais toutes les forces et mouvements engagés dans les luttes contemporaines contre les pouvoirs de la droite dominante ne se situent pas nécessairement sur ces positions Il y a dans les centres capitalistes une gauche, parfois même radicale, peu sensible à la dimension impérialiste du système. Actuellement la conscience anti-impérialiste est certainement, dans tout le Nord, très affaiblie : les dérives des mouvements de libération nationale autour desquels les jeunes occidentaux « tiers mondistes » s'étaient mobilisés ayant nourri leurs déceptions ultérieures. Il existe dans les

périphéries des nostalgiques du soviétisme et des populismes peu démocratiques mais néanmoins critiques du néo-libéralisme et/ou de l'impérialisme. D'autres segments des forces politiques et idéologiques des périphéries qui ont certainement davantage de potentiel d'avenir aspirent à défendre des intérêts nationaux légitimes. Un certain nombre de gouvernements des régions concernées paraissent en effet n'avoir rallié la mondialisation et accepté l'hégémonisme des Etats Unis que « contraints et forcés », estimant que les rapports de force ne leur permettent pas de « refuser ». Dans le moment actuel ces forces naviguent entre l'illusion d'un nationalisme de droite peu démocratique pour le moins qu'on puisse dire acceptant donc de s'inscrire dans un néo-libéralisme mondialisé mais avec lequel elles croient pouvoir « négocier », et leur ralliement éventuel à un front populaire démocratique anti-impérialiste. C'est à cette condition et à elle seule que ces forces peuvent acquérir une puissance réelle et rallier le camp de la gauche mondiale à construire. A défaut elles sont condamnées à demeurer velléitaires. Voire à être attirées par des dérives comme celles que représente les ethnicismes chauvins ou les fondamentalismes pseudo-religieux (Islam et hindouisme politiques par exemple). Anti-démocratiques, ces mouvements qui acceptent de facto de soumettre leurs peuples aux exigences de la mondialisation capitaliste, en dépit de leur verbiage culturaliste « anti-occidental », font en réalité partie de l'alliance des droites mondiales.

Construire la gauche alternative exige que l'on développe ici et là des stratégies et des tactiques qui appellent au rassemblement autour du centre gauche de toutes les forces politiques, tous les courants idéologiques et tous les mouvements sociaux engagés dans le combat soit contre le néo-libéralisme, soit contre l'impérialisme, soit encore en faveur d'avancées démocratiques, du progrès dans la libération des femmes et dans le respect des exigences d'une gestion écologique correcte de la planète . Il est possible en effet d'attirer vers le centre gauche beaucoup des mouvements fragmentés et répartis ici et là dans l'espace illustrant notre propos. Il n'y a aucune raison pour penser que les réformistes, les défenseurs de la démocratie, des droits des femmes, des peuples, de l'écologie, les pacifistes sont et demeureront incapables de tirer les leçons de l'échec des options « modérées » qui caractérisent encore aujourd'hui beaucoup de leurs positionnements. Tous ne pourront l'être et il faut le savoir et l'accepter. Il restera des réformistes qui se satisferont des réformes cosmétiques sans voir nécessairement qu'ils sont instrumentalisés par la droite dominante, des révolutionnaires qui accepteront indéfiniment l'enfermement dans des ghettos doctrinaires pour fuir la question de savoir comment ils pourraient faire avancer l'humanité dans la direction de leur projet sociétaire. Il est également possible de faire avancer les courants, voire les organisations, des segments anti-impérialistes de l'opinion dans les pays du Sud vers des positions plus cohérentes susceptibles de leur gagner de larges soutiens populaires. Il restera néanmoins toujours des fragments de ces forces potentielles attirées par le camp des compradores, comme il restera des mouvements populaires qui poursuivront leur dérive sur les chemins du culturalisme.

Le front de la droite hégémonique est beaucoup moins solide qu'il ne paraît. Il est traversé de contradictions appelées à s'approfondir au fur et à mesure des « succès » apparents de son projet. Le bloc dont est constituée cette droite est appelé à se fissurer. Le Sud – auquel le projet n'a rien à offrir – demeure constitué d'une série de « maillons faibles » (Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud et d'autres). Le Nord lui même est appelé à voir la tradition démocratique, humaniste et socialiste ancrée dans l'histoire de l'Europe, s'ériger en obstacle grandissant au ralliement derrière la perspective épouvantable que constitue l'hégémonisme des Etats Unis. Le capitalisme ne constitue certainement pas « l'horizon indépassable » comme le pensent encore aujourd'hui beaucoup d'idéologues et de dirigeants de mouvements

populaires progressistes. Dans l'immédiat les luttes peuvent n'être engagées que contre le néolibéralisme (forme réactionnaire extrême du capitalisme) et l'arrogance de l'hégémonisme des Etats Unis (fer de lance de l'impérialisme nouveau). Elles seront amenées à se radicaliser, au fur et à mesure qu'elles enregistreront des avancées dans ces directions, à se radicaliser.

Le monde restera peuplé de ceux que je qualifierai de « politiciens navigateurs ». J'entends par-là ces hommes et ces femmes actifs et entendus qui restent prisonniers d'une conception fondamentalement opportuniste de la politique, à savoir que celle-ci est l'art de tirer profit des rapports de force, tels qu'ils sont, le radical et le révolutionnaire définissant la politique comme étant l'art de transformer les rapports de force. Les politiciens navigateurs ne sont néanmoins pas insensibles aux opinions des segments de la société dont leur succès dépend (qu'on soit en régime électoral démocratique ou pas d'ailleurs). Ils naviguent donc « à vue » sur un océan parsemé d'écueils sans toujours savoir où les conduit leur navigation. Beaucoup d'entre eux rejoindront le camp de la gauche si celle-ci, reconstituée, impose un renversement des rapports de force. Ils ne le feront pas toujours par opportunisme vulgaire et carriérisme, mais parce qu'ils retrouveront dans cette gauche les valeurs auxquels ils sont attachés. Réformistes ici, anti-impérialistes là sont, en partie tout au moins, mus par ces valeurs qui sont les nôtres.

La construction de la convergence peut être formulée en termes politiques de différentes manières complémentaires les unes des autres. « Pour un front uni en faveur de la justice sociale et de la justice internationale ». En soulignant que les deux qualificatifs sont indissociables, que la justice sociale dans les centres doit être accompagnée par une conscience anti-impérialiste décidée, que l'anti-impérialisme dans les périphéries n'a pas d'avenir s'il n'est pas porté par des classes populaires qui ont besoin de justice sociale et de démocratie. « L'Etat démocratique dans la longue transition au-delà du capitalisme sauvage est un Etat qui impose une régulation citoyenne et sociale ». Ou encore « la socialisation par la démocratie citoyenne et sociale intègre, la socialisation par le marché exclu ». Ou encore « pas de réponse possible aux besoins sociaux sans démocratie et pas de démocratie sans réponse aux besoins sociaux ».

Ces « slogans » tirent les leçons de l'histoire récente. Dans le Sud les gouvernements qui ont accepté d'inscrire leur volonté de démocratisation dans les limites imposées par le néolibéralisme contribuent à décrédibiliser ladémocratie, appelant soit au retour à un populisme autoritaire soit à la dictature violente au service de l'impérialisme. Dans le Nord le consensus droite-gauche (électorale majoritaire) autour du libéralisme économique substitue la forme américaine de « démocratie de basse intensité » à la démocratie citoyenne et sociale des gauches historiques, perpétue les conditions de la fragmentation des résistances et annihile l'espoir de maturation d'une conscience anti-impérialiste.

4.LES CONDITIONS D'EMERGENCE D'UN MONDE MULTIPOLAIRE SOUHAITABLE

La réponse efficace aux défis auxquels les sociétés sont confrontées ne peut être trouvée que si l'on comprend que l'histoire n'est pas commandée par le déploiement infaillible des lois de l'économie. Elle est produite par les réactions sociales aux tendances que ces lois expriment. Les forces « anti systémiques » - si l'on appelle ainsi ce refus organisé et cohérent de la soumission unilatérale aux exigences de ces lois prétendues - façonnent l'histoire véritable autant que la logique de l'accumulation capitaliste.

Les intérêts et visions des forces sociales et politiques en opération sont évidemment divers et le centre de gravité de la figure représentative de la géométrie de leurs conflits et convergences détermine à son tour le contenu et partant le rôle de l'Etat concerné. Celui-ci peut-être, comme il l'est dans le moment actuel, le porte parole quasi unilatéral des intérêts du capital transnationalisé dominant (dans les pays de la triade impérialiste) ou de ses alliés subalternes « compradore » (dans les pays de la périphérie). Dans cette conjoncture la majorité des Etats voient effectivement leur rôle réduit au maintien de l'ordre interne, tandis que l'hyper puissance (les Etats-Unis) exerce seule les responsabilités d'une sorte de « para Etat mondial ». Les Etats-Unis disposeraient alors seuls d'une large marge d'autonomie, les autres d'aucune. Mais évidemment le développement des luttes sociales peut porter au pouvoir des blocs hégémoniques différents, fondés sur des compromis entre des intérêts sociaux dont on reconnaît la diversité. Dans ce cas l'Etat retrouve une large marge de manœuvre.

Ajoutons qu'il existe également des « intérêts nationaux » dont la reconnaissance légitime la construction d'un ordre mondial polycentrique. Sans doute les « intérêts nationaux » en question sont-ils souvent invoqués par les pouvoirs pour justifier leurs propres options particulières. Sans doute également les analystes de la « géopolitique » ont-ils parfois tendance à figer ces intérêts dans les « invariants » hérités de la géographie et de l'histoire. Ils n'en existent pas moins et ont leur part dans la détermination de la géométrie des alliances et des conflits internationaux, ouvrant et limitant en même temps les marges de manœuvre des Etats.

Les systèmes mondiaux anciens ont été presque toujours multipolaires, même si cette multipolarité n'a, jusqu'à présent, jamais été véritablement générale. L'hégémonie a toujours été de ce fait plus un objectif recherché par les puissants qu'une réalité et, quand elle a existé, toujours été relative et provisoire. Les partenaires du monde multipolaire du XIXe siècle (prolongé jusqu'en 1945) n'étaient guère que les « puissances » de l'époque.

Le monde multipolaire inauguré par la révolution russe, puis imposée, partiellement, par les mouvements de libération de l'Asie et de l'Afrique, était d'une autre nature. La période de Bandung (1955-1975) a permis, sur ce plan, aux pays d'Asie et d'Afrique de s'engager dans les voies nouvelles de modèles de développement autocentrés et de déconnexion et a contraint le système impérialiste dominant à, lui, s'ajuster à ces exigences nouvelles des peuples du Sud.

La page de l'après guerre (1945-1990) est tournée. Dans le moment actuel se déploient le projet impérialiste collectif de la triade (Etats-Unis, Europe, Japon) et, dans son cadre celui de l'hégémonisme des Etats-Unis, qui abolissent l'autonomie des pays du Sud et réduisent fortement celle des associés de Washington dans la triade impérialiste.

L'impérialisme collectif de la triade est le produit d'une évolution réelle du système productif des centres capitalistes qui a engendré la solidarité des oligopoles nationaux des centres du système et s'exprime dans leur souci de « gérer ensemble », et à leur profit, le monde. Mais si « l'économie » (entendue comme l'expression unilatérale des exigences des segments dominants du capital) rapproche les pays de la triade, la politique divise leurs nations. Certes jusqu'ici dans son déploiement le « projet européen » n'est guère que le volet européen du projet atlantiste souhaité par le leader étatsunien de l'impérialisme collectif. Mais le rejet récent du projet de « constitution » qui installait l'Europe dans la double option néo-libérale et atlantiste réaffirme la portée d'un conflit des cultures politiques capable de mettre un terme à la fois à l'atlantisme et au capitalisme libéral.

La Russie, la Chine et l'Inde, sont les trois adversaires stratégiques du projet de Washington. Bien que les pouvoirs dans ces trois pays en prennent probablement une conscience grandissante ils paraissent croire qu'ils peuvent manœuvrer sans heurter directement l'administration des Etats-Unis. Un rapprochement eurasiatique (Europe, Russie, Chine et Inde) qui entraînerait alors certainement l'ensemble du reste de l'Asie et de l'Afrique et mettrait en déroute le projet de Washington de contrôle militaire de la planète est certainement souhaitable. Mais on est encore loin de voir sa cristallisation mettre un terme au choix atlantiste de l'Europe.

Les Suds peuvent-ils jouer un rôle actif dans la déroute nécessaire des projets militaires des Etats-Unis ? Les peuples agressés sont, dans le moment actuel, les seuls adversaires actifs capables de faire reculer les ambitions de Washington. Quand bien même – et justement en partie au moins par le fait qu'ils sont seuls actifs et le ressentent – les méthodes mises en œuvre dans leur combat restent d'une efficacité discutable et font appel à des moyens qui retardent la cristallisation d'une solidarité des peuples du Nord à l'endroit de leur juste combat.

Les classes dirigeantes du Sud n'ont plus de projet propre comme c'était le cas durant l'ère de Bandung (1955-1975). Sans doute les classes dirigeantes des pays qu'on dit « émergents » poursuivent-elles des objectifs qu'elles semblent bien définir elles mêmes et pour la réalisation desquelles leurs Etats agissent. Ces objectifs se résumeraient dans la maximisation de la croissance au sein du système de la mondialisation. Ces pays croient disposer d'un pouvoir de négociation qui leur permettrait de tirer un meilleur profit de cette stratégie égoïste que d'un vague « front commun » construit avec plus faibles qu'eux. Mais les avantages qu'ils peuvent obtenir de la sorte sont particuliers aux domaines singuliers qui les intéressent et ne remettent pas en cause l'architecture générale du système. Ils ne constituent donc pas une alternative et ne donnent pas à ce vague projet (illusoire) de construction d'un « capitalisme national » la consistance qui définit un véritable projet sociétaire. Les pays du Sud les plus vulnérables (le « Quart monde ») n'ont même pas de projet propre de nature analogue, et le produit éventuel de substitution (les fondamentalismes religieux ou ethnistes) ne mérite pas ce qualificatif. Aussi c'est le Nord qui prend l'initiative seul d'avancer « pour eux » (on devrait dire « contre eux ») ses propres projets, comme l'association Union Européenne – ACP (et les « accords de partenariat économique » appelés à prendre la relève des accords de Cotonou avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique), le « dialogue euro-méditerranéen », ou les projets américano-israéliens concernant le « grand Moyen Orient ».

Dans le moment actuel le projet étatsunien de contrôle de la planète occupe seul la scène. Il n'y a plus de contre projet visant à limiter son déploiement : l'Europe reste embourbée dans les sables mouvants du mondialisme libéral et atlantiste, le Sud n'offre plus de front commun de résistance à l'impérialisme, la Chine n'a guère que l'ambition de gagner du temps pour protéger un projet propre lui même ambigu et ne se pose pas en partenaire actif dans le façonnement du monde. Les défis auxquels la construction d'un monde multipolaire authentique est confrontée sont donc plus sérieux que ne se l'imaginent nombre de mouvements « altermondialistes ». Ils sont de surcroît pluriel. Dans l'immédiat il s'agit de mettre en déroute le projet militaire de Washington. C'est la condition incontournable pour que soient ouvertes les marges de libertés nécessaires sans lesquelles tout progrès social et démocratique et toute avancée en direction de la construction multipolaire resteront vulnérables à l'extrême. Parce qu'il est démesuré le projet des Etats-Unis est sans doute appelé à faire faillite, mais certainement à un terrible prix humain.

Le monde multipolaire authentique ne sera devenue une réalité que lorsque les quatre conditions qui suivent auront été remplies :

i. que l'Europe soit réellement avancée sur la voie d'une « autre Europe » sociale (et donc engagée dans la longue transition au socialisme mondial) et qu'elle ait amorcé son désengagement par rapport à son passé et présent impérialiste.

ii. qu'en Chine la voie du « socialisme marché » l'ait emporté sur les tendances fortes à la dérive illusoire de la construction d'un « capitalisme national » qu'il sera impossible à stabiliser parce qu'il exclut les majorités ouvrières et paysannes.

iii. que les pays du Sud (peuples et Etats) soient parvenus à reconstruire un « front commun », condition à son tour pour que des marges de manoeuvre permettent aux classes populaires non seulement d'imposer des « concessions » en leur faveur mais au-delà de transformer la nature des pouvoirs en place, substituant aux blocs compradores dominants des blocs nationaux, populaires et démocratiques .

iv. qu'au plan de la réorganisation des systèmes de droits, nationaux et internationaux, on ait avancé dans la direction de construction conciliant le respect des souverainetés nationales (en progressant de la souveraineté des Etats à celle des peuples) et celui de tous les droits individuels et collectifs, politiques et sociaux.